

# LA LETTRE DE STELLA DUPONT

## JUILLET 2025

### PERMANENCE PARLEMENTAIRE

10 rue Félix Faure  
49290 Chalonnes-sur-Loire

02 41 17 26 02

[stella.dupont@assemblee-nationale.fr](mailto:stella.dupont@assemblee-nationale.fr)



### ZOOM SUR...

### L'ACTUALITÉ DU MOIS



#### DIMANCHE 27 JUILLET : Accord sur les droits de douane UE – USA

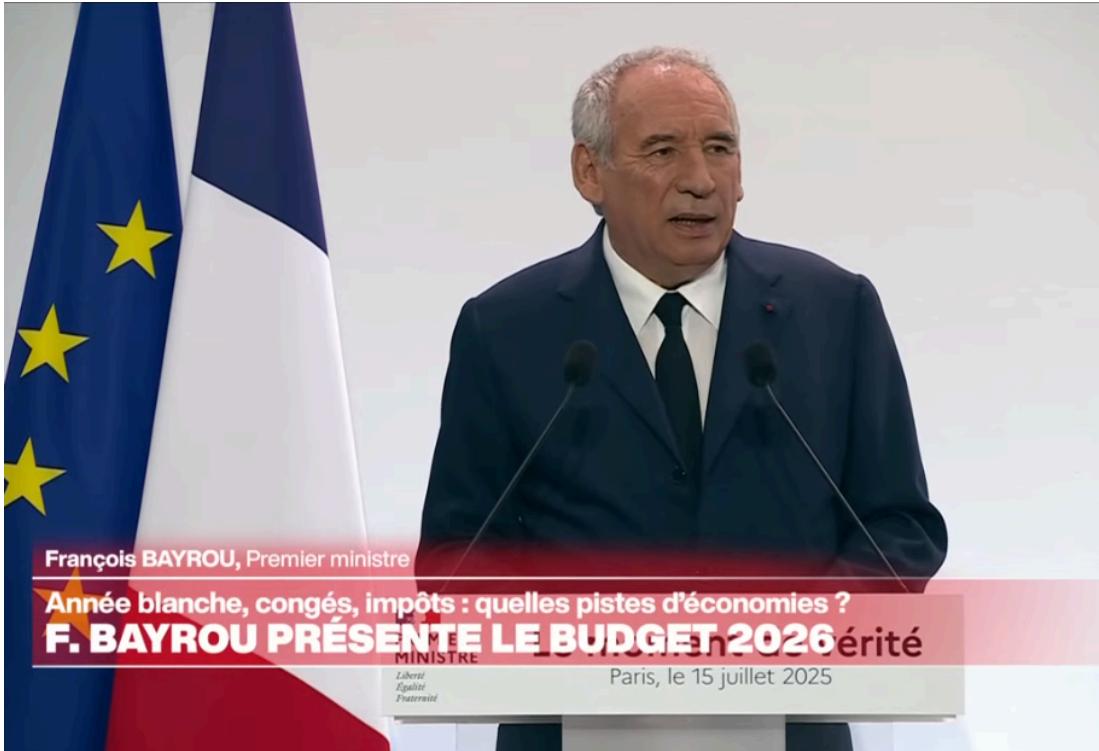
La Présidente de la Commission européenne et le Président des États-Unis ont annoncé dimanche dernier la conclusion d'un **accord commercial concernant les droits de douane sur les produits européens exportés vers les États-Unis**. Selon cet accord, **la plupart de ces produits seront soumis à une taxe de 15 %**.

À ce jour, les détails de cet accord restent flous, mais il est unanimement critiqué pour son apparent désavantage envers l'Union Européenne. Il semble illustrer la faiblesse politique de l'UE, incapable de négocier un accord équilibré, voire mutuellement bénéfique. **Plusieurs points m'inquiètent, ayant un impact direct sur notre économie locale, nationale et européenne**, notamment : l'incertitude entourant les droits de douane sur les vins et spiritueux, la possibilité d'importer des produits agricoles américains avec des normes et taxes réduites, les taxes élevées sur les exportations de médicaments, ainsi que sur l'acier et l'aluminium. **Je m'oppose**

également à l'engagement d'acheter massivement des produits énergétiques ainsi que du matériel militaire américains, alors que l'Europe devrait plutôt chercher à renforcer son autonomie dans ces domaines.

Enfin, je souhaite que désormais nous rééquilibrions l'accord en questionnant la taxation et la régulation des services numériques américains, notamment les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft).

Je reste donc très réservée en attendant des éléments concrets et écrits. Et je souhaite que le débat sur cet accord puisse aussi avoir lieu au Parlement européen et dans les Parlements nationaux. Affaire à suivre...



## MARDI 15 JUILLET : Plan budgétaire du Premier Ministre

Le Premier ministre a dévoilé son plan budgétaire visant à réduire le déficit public et à assainir nos finances publiques.

Je partage sa volonté de limiter la dynamique des dépenses publiques, tout en préservant certaines hausses nécessaires pour soutenir l'effort de défense, notamment.

Le Premier ministre demande un effort global de 44 milliards d'euros, ce qui est considérable. Je crains que cet effort ne soit déraisonnable et n'impacte la croissance économique, déjà faible (estimée à 0,7 % en 2025 et 1,2 % en 2026). Ce premier point m'inquiète donc.

Je constate ensuite que les trois quarts de l'effort envisagé proviennent d'économies budgétaires qui toucheront tous les Français, tandis que « seulement » 7,5 milliards concernent les plus aisés.

Lors de l'examen du projet de loi de finances, j'ai ainsi prévu de déposer des amendements à l'Assemblée pour rééquilibrer cet effort, et proposer des corrections sur différents points, par exemple pour éviter que des contribuables très modestes ne paient l'impôt sur le revenu car le barème ne sera pas indexé sur l'inflation, ou encore pour limiter l'effort demandé aux malades.

J'ai également identifié plusieurs niches fiscales dont nous pourrons réinterroger la pertinence. Je continue donc de formaliser différentes propositions en vue du débat budgétaire de rentrée.

# ZOOM SUR...

## LES RENCONTRES TERRAIN



### JEUDI 24 JUILLET : Comité interministériel du Tourisme à Angers

J'ai participé à la visite du Premier ministre, François Bayrou, à Angers, en présence de 6 Ministres du gouvernement et du Maire d'Angers, Christophe Béchu.

Après son arrivée Place Sainte Croix, nous avons rejoint le Château d'Angers pour assister à la **signature du contrat sur le tourisme d'affaires et l'événementiel** avec l'ensemble de la filière.

Les Ministres ont ensuite participé au Comité interministériel du tourisme et rappelé le souhait de renforcer le secteur du tourisme notamment l'attractivité des métiers du tourisme, et de l'oenotourisme en particulier.

Ces déplacements sont aussi l'occasion pour moi d'**échanger avec différents acteurs**, notamment les Ministres, afin d'évoquer les problématiques locales ou nationales, comme la préparation du budget 2026 avec le Ministre de l'Economie, Éric Lombard, les réformes envisagées sur le travail et l'assurance chômage avec la Ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, ou encore le développement de l'oenotourisme avec la Ministre du Tourisme, Nathalie Delattre.



## JEUDI 17 JUILLET : Visite de Véronique Louwagie à Angers

Mon ancienne collègue Députée, Véronique Louwagie, aujourd'hui **Ministre déléguée chargée du Commerce, de l'Artisanat, des PME et de l'Économie sociale et solidaire**, était à Angers pour une visite ministérielle.

J'ai participé avec elle à la **visite des travaux de restauration de la cathédrale d'Angers**, en présence des entreprises locales mobilisées pour ce chantier d'exception : Lefèvre, Ateliers Perrault, Arthema, Heriau couverture, Ateliers Barthe-Bordereau... Un savoir-faire précieux au service du patrimoine.

Ensuite, nous avons pu échanger à la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) autour des **enjeux de la reprise et de la transmission d'entreprises**, sujet essentiel pour la survie de notre tissu économique local. Ce fut l'occasion d'écouter les témoignages d'entrepreneurs du 49, à l'image d'Alain Lacour, menuisier de l'Atelier Lacour à Trélazé, et d'Innocent Pambou, gérant de Métais Peinture aux Ponts-de-Cé, qui nous ont fait part de leurs réussites et de leurs difficultés.

Je remercie une nouvelle fois la Ministre pour sa présence, la CMA pour son accueil et les nombreux acteurs présents.



## **MERCREDI 16 JUILLET : Echanges avec l'Ecole Supérieure des Agricultures (ESA) à Angers**

J'ai échangé avec René Siret, Directeur de l'Ecole Supérieure des Agricultures (ESA), Michel Aubinais, Président, Viviane Legall, Responsable développement et gestion de l'alternance, et Louis-Luc Bellard, membre du Conseil d'administration.

Cette rencontre a été l'occasion d'aborder des points essentiels :

- Le financement de l'apprentissage et ses évolutions
- La question des établissements d'enseignement supérieur à but lucratif

**L'ESA est un établissement associatif à but non lucratif**, plus précisément un Établissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général. Cette école forme près de 3000 étudiants sur 2 sites (Angers et Paris) dont 1000 apprentis en 2025, soit une **progression de 30% en 4 ans**.

L'ESA est reconnue pour la **qualité des cursus de formation** qu'elle propose, notamment d'ingénieurs, et la **qualité des diplômes dispensés**. Mais ce n'est pas le cas dans toutes les écoles !

Plusieurs textes de loi sont à l'étude pour **renforcer la qualité des formations dispensées en dehors des circuits diplômant classiques**. Face aux dérives lucratives de certains, il est nécessaire d'encadrer les écoles hors Parcoursup.



## VENDREDI 11 JUILLET : Rencontre avec les MOF et MAF

J'ai rencontré de jeunes talents prometteurs de la boucherie française à Juigné-sur-Loire, commune déléguée des Garennes-sur-Loire, aux côtés de figures emblématiques du métier.

Je félicite une nouvelle fois Noa Goujon (21 ans), **4ème au concours interrégional** du Salon de l'Agriculture, et Benjamin Sorin (17 ans), lauréat du concours « **Un des Meilleurs Apprentis Bouchers de France** » **2025** ! Tous deux travaillent au sein de la boucherie des Bords de Loire (BDL), intégrée au supermarché G20, sous la houlette de Jean-Charles Beunier, **Meilleur Ouvrier de France 2023**.

Nous avons échangé sur la passion de leur métier, les réalités du quotidien, la formation et les perspectives de cette filière essentielle pour notre élevage et notre gastronomie !

**J'ai remis la médaille de l'Assemblée nationale à Benjamin pour récompenser son engagement et son excellence.**

Je remercie le Maire, Jean-Christophe Arluisson, les représentants du département du concours du meilleur ouvrier de France (MOF), Dominique Pelletier, vice-Président du concours du Meilleur Apprenti de France 49 et Bertrand Hardouin, ancien Président du groupement départemental des MOF, ainsi que Sébastien Rambaud, co-Président du syndicat de la boucherie du Maine-et-Loire, pour leur accueil et leur mobilisation en faveur de l'artisanat.

**Soutenir les filières professionnelles, c'est reconnaître le savoir-faire, encourager la relève et valoriser des métiers essentiels !**

**Lire l'article de presse à ce sujet :**

[Cliquez ici](#)



## JEUDI 10 JUILLET : Visite de la société Malinge

J'ai pris plaisir à découvrir la **société Joseph Malinge, entreprise familiale installée à la Tourlandry, commune déléguée de Chemillé-en-Anjou, spécialisée dans la fabrication artisanale de chaussures haut de gamme.**

J'ai pu échanger sur les **enjeux et problématiques de la filière** avec Joseph Malinge, et sa sœur Chantal, à la tête de l'entreprise, et découvrir les différentes étapes de fabrication au sein de l'atelier.

Un **savoir-faire d'exception**, transmis de génération en génération, depuis 1889, qui fait la fierté de notre territoire.

Sur les 895 fabricants de chaussures que compte la France, seuls 75 sont de "vrais" fabricants (maîtrise de l'ensemble du processus de fabrication) — et **seulement 2 dans notre département.**

Aujourd'hui, 5 salariés œuvrent aux côtés de Joseph et Chantal pour faire vivre cette aventure artisanale, porteuse de traditions et de qualité.

**Pour en savoir plus :**

[Cliquez ici](#)



## LUNDI 07 JUILLET : Rencontre des parlementaires avec la CAPEB 49

Ces temps réguliers de rencontre avec la CAPEB (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) nous permettent, Députés et Sénateurs, de faire le **point sur les sujets d'actualité**.

Nous avons donc abordé le sujet de MaPrimeRénov' (MPR) : nous avons échangé sur les nombreuses modifications du dispositif et sur la nécessité de **mieux encadrer les pratiques, afin de lutter contre les fraudes**, tout en maintenant un accompagnement efficace des ménages et une ambition budgétaire forte.

Le Projet de loi de finances 2026 sera bientôt à l'ordre du jour du Parlement. C'est dans cette perspective que nous avons évoqué aussi le **crédit d'impôt pour l'emploi à domicile**. La CAPEB et la Chambre Nationale des Artisans des Travaux Publics et du Paysage (CNATP) insistent sur l'intérêt de maintenir ce crédit d'impôt pour l'entretien des jardins, au risque sinon de voir se développer le travail non déclaré. De mon côté, je réfléchis à des ajustements tout en préservant les activités liées à l'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la garde d'enfants.

Enfin, concernant la Responsabilité Elargie des Producteurs - Produits de la Construction des Métiers du Bâtiment (REP PCMB), nous avons échangé sur la **gestion des déchets du bâtiment** et des dysfonctionnements de cette REP. Des évolutions sont attendues mais tardent à venir.



## LUNDI 30 JUIN : Visite de Juliette Méadel à Angers

J'ai participé à la visite de **Juliette Méadel, Ministre déléguée chargée de la Ville**, en déplacement à Angers.

J'ai rejoint le groupe au **Resto Troc à Belle-beille**, un restaurant solidaire où chacun contribue selon ses moyens. Un lieu chaleureux qui combine repas équilibré, insertion professionnelle en cuisine et lutte contre l'isolement.

Puis nous avons traversé le **jardin pédagogique "Les Belles Pailles"**, un espace qui favorise la convivialité, l'échange et le partage en proposant des activités autour du jardinage.

Nous avons ensuite échangé avec trois **Kapseurs et Kapseuses de l'Afev** (Association d'Aide aux Jeunes, Association Bénévole). Ces étudiants construisent des projets collectifs qui font vivre la solidarité dans le quartier.

La visite s'est conclue par une **réunion de travail avec l'ensemble des bailleurs sociaux de Maine-et-Loire** avec des témoignages d'habitants sur un projet qui s'est concrétisé de jardins partagés. Chaque acteur a démontré sa volonté d'agir au plus près des habitants.

Je remercie toutes celles et ceux qui **s'impliquent chaque jour au service du lien social et du vivre-ensemble**.

**ZOOM SUR...**

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**



## MERCREDI 9 JUILLET : Conclave sur la réforme des retraites

Avec les députés du collectif social-démocrate, nous avons échangé avec **Yvan Ricordeau, Secrétaire général adjoint de la CFDT en charge des retraites**, Thibaut Sellier et Bérangère Faveaux, Secrétaires confédéraux de la CFDT.

Le conclave sur la réforme des retraites, convoqué à l'initiative du Premier ministre et réunissant les partenaires sociaux, n'a pas abouti.

Toutefois, je veillerai à ce que certains points clés des discussions puissent aboutir prochainement dans un texte de loi, **en particulier sur la pénibilité, les carrières des femmes et le financement du régime de retraite.**



## MARDI 8 JUILLET : Vote de la proposition de loi pour lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur

En tant qu'écologiste pragmatique et connaisseuse des questions agricoles, j'étais ouverte à l'étude d'une dérogation à l'interdiction des néonicotinoïdes, pour un usage exceptionnel et temporaire dans les cultures en impasse technique, comme les betteraves, les noisettes ou les pommes, face à une chute drastique de production. Cependant, la dérogation proposée pour réautoriser l'acétamipride est ouverte à toutes les cultures confrontées à une "menace grave compromettant la production agricole". Cela me paraît excessif et flou, compte tenu des **risques pour la santé, la biodiversité et l'environnement.**

Par ailleurs, je suis favorable à la création de réserves d'eaux hivernales de surface pour l'irrigation des cultures, qui doivent être de plus en plus sobres face au changement climatique. Ce texte de loi n'apporte pas de réponse à la **problématique cruciale d'irrigation** pour les cultures spécialisées de l'Anjou, telles que le maraîchage, l'arboriculture, l'horticulture et les semences.

En définitive, ce texte se contente **d'agiter des marqueurs politiques sans offrir de réponses équilibrées et concrètes**. J'ai donc choisi de voter contre. Je souhaite qu'on travaille réellement à **apporter des solutions efficaces aux nombreuses préoccupations soulevées par les agriculteurs**, telles qu'une rémunération juste et digne, la facilitation de l'accès au foncier pour les nouvelles générations, la lutte contre les concurrences déloyales, l'adaptation des pratiques face au dérèglement climatique et la promotion de la conversion et de la vente des produits biologiques.

Depuis, une pétition contre cette loi dite « Duplomb » a déjà réuni plus de 2 millions de signatures sur le site de l'Assemblée nationale. Je pense que nous devons entendre cette volonté populaire et les inquiétudes exprimées. Je suis ainsi favorable à **un débat sur ce sujet à l'Assemblée à la rentrée**, dans l'objectif de sortir des caricatures irrationnelles de part et d'autre, pour revenir, je l'espère, à des positions appuyées sur des données scientifiques indépendantes.

Pour lire l'intégralité de mon communiqué de presse :

[Cliquez ici](#)



## **JEUDI 3 JUILLET : Transposition d'accords nationaux interprofessionnels**

Je me suis exprimée à la tribune de l'hémicycle dans le cadre de l'examen du projet de loi qui inscrit dans la loi plusieurs accords entre partenaires sociaux.

Ces accords illustrent le bon fonctionnement de notre démocratie sociale. Ils confirment la capacité des partenaires sociaux à **trouver des solutions pragmatiques et équilibrées dans l'intérêt général**.

Je souhaite, que nous aussi, députés, **dépassions nos divisions pour suivre cette même dynamique**. Nous pouvons atteindre ces résultats si nous mettons de côté nos querelles habituelles et si nous nous concentrons sur une seule boussole : **l'intérêt supérieur du pays**.

Dès août 2024, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, j'appelais à la **formation d'une alliance où chacun doit faire des compromis et s'accorder sur quelques priorités** des Français.

Le **dialogue social** est au cœur de notre démocratie, et il le prouve encore aujourd'hui. Redonnons-lui la place centrale qu'il mérite, c'est d'ailleurs l'une des valeurs fondamentales de la **sociale démocratie** que je défends.

Pour revoir mon intervention :

[Cliquez ici](#)

## ZOOM SUR...

### LES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX



#### MERCREDI 9 JUILLET : Assises nationales des communes nouvelles

À moins d'un an des élections municipales de 2026, j'ai participé aux **Assises nationales des communes nouvelles** organisées par l'Association des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité.

Françoise Gatel, Ministre chargée de la Ruralité, a rappelé dans son introduction **l'importance d'avoir des communes fortes et puissantes**. Les communes nouvelles ne se résument pas à une simple question d'organisation ou d'argent, mais elles constituent un véritable outil pour les élus qui le souhaitent, pour développer leur territoire.

Lors de la table ronde à laquelle j'ai participé, aux côtés de Maires de communes nouvelles, j'ai pu rappeler les **mesures financières incitatives mises en place dans les précédents budgets de l'État**. Ces mesures visent à éviter qu'un regroupement de communes n'entraîne une baisse des dotations de l'État. Étant donné les particularités

des communes nouvelles, je pense qu'il est important de réfléchir à un statut spécial pour elles.

J'échange régulièrement avec la Ministre Françoise Gatel pour **lever les freins qui me sont remontés par les élus de la circonscription**. Un nouveau projet de loi est en cours d'élaboration et j'y contribue activement.

Retrouvez l'article de Maire Info à ce sujet :

[Cliquez ici](#)

1<sup>er</sup>

août

## VENDREDI 1er AOÛT : Ce qui change en août

- **Argent** : l'allocation de rentrée scolaire sera versée à près de 3 millions de bénéficiaires. Les taux d'intérêt des livrets sont en baisse, comme le livret A qui passe à 1,7%. Réception du virement émanant de l'administration fiscale en cas de trop versés ou de réductions et crédits d'impôt dès le 1er août.
- **Consommation** : la TVA sur les abonnements énergétiques est uniformisée à 20 %. Mais les factures restent globalement inchangées car une autre taxe baisse en parallèle. De plus, le chèque énergie est maintenu en 2025 et les tarifs réglementés ont baissé de 15 % en février.

[MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...](#)

# DANS LES MÉDIAS

## OUEST FRANCE

La stèle de Juigné-sur-Loire a d'abord été un travail du groupe de réflexion

[Lire l'article](#)



## COURRIER DE L'OUEST

Chaufonds-sur-Layon. « Je n'ai jamais vu autant de monde »

[Lire l'article](#)



Pour retrouver toutes mes interventions média du mois :

[Cliquez ici](#)

## MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...

### J'AI COSIGNÉ

#### Courrier d'Elsa Faucillon, Présidente du GE

Sur le bilan des travaux engagés par le groupe d'études "Conditions d'accueil des migrants et mineurs non accompagnés"

[Courrier](#)



Paris, le 30 janvier 2025

Monsieur le Président de la République,

Nous soutenons que la France pise de toute son influence pour la bonne mise en œuvre de l'accord du cessez-le-feu à Gaza entre en vigueur le 19 janvier 2025. Nous sommes déterminés à contribuer à ce que celui-ci devienne une étape du retour à une paix durable à Gaza, en Cisjordanie et en Israël, et à une solution politique, en plus soutien aux organisations internationales et à la communauté internationale.

Nous sommes convaincus que l'effacement de la crise des migrants et mineurs des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), est un élément indispensable à la mise en œuvre du volet humanitaire de l'accord de paix, essentiel dans cette première phase. Cette institution, placée sous la responsabilité de la communauté internationale, œuvre pour former des services de santé, d'éducation et d'assistance sociale à plus de cinq millions de réfugiés.

Son financement et ses activités sont entièrement financés par les contribuables de la partie en place des Nations unies de l'offre. Un effort financier supplémentaire devra être mis en place pour assurer la paix et la sécurité dans la partie en place de l'accord.

#### Courrier à la Ministre de la Transition écologique

pour soutenir le réseau ENVIE

[Courrier](#)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Mme Agnès PANNIER-RUINACHER  
Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité,  
de la Forêt, de la Mer et de la Péche  
Hôtel de Roquetaillée - 246, boulevard de la Porte des Champs  
75007 Paris

A Paris, le 24 juillet 2025

Madame la ministre,

Un mois après notre courrier commun portant sur la situation du groupe ENVIE, nous restons sans réponse de votre part. L'urgence est pourtant là, avec trois plans de sauvetage de l'emploi mis en œuvre, et les premières suppressions d'emplois à Angers, Nantes et Rennes.



Tribune transpartisane

sur le zéro artificialisation nette (ZAN)

Tribune

Pour retrouver toutes mes cosignatures :

Cliquez ici

**Stella  
Dupont**



N'hésitez pas à consulter mon site internet pour rester continuellement informés.  
Pour y accéder :

Cliquez ici !

Rejoignez-moi sur les réseaux sociaux !



**Permanence Parlementaire**

10 rue Felix Faure  
49290 Chalonnes-sur-Loire  
02 41 17 26 02  
[stella.dupont@assemblee-nationale.fr](mailto:stella.dupont@assemblee-nationale.fr)

Merci de votre attention et à bientôt !

**Vie privée et mentions légales**

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous recevez ce message électronique de Stella Dupont, dont le siège est situé au 10 rue Felix Faure à Chalonnes-sur-Loire (49290), car vous êtes enregistré dans un fichier de prospection constitué et avez donné votre accord pour être contacté. Vos coordonnées seront utilisées pour vous informer tout au long du mandat législatif sauf opposition de votre part.

[Se désinscrire](#)



© 2023 Stella Dupont